

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/23/Add.1

22 avril 1997

(97-1736)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Addendum

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de droits compensateurs pendant la période susvisée: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Communauté européenne, Etats-Unis, Mexique et Nouvelle-Zélande. Ces rapports ont été distribués sous la forme d'une série de documents portant la cote G/SCM/N/23/...

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1996:

Bahreïn	Namibie
Botswana	Norvège
Brunéi Darussalam	Pakistan
Chili	Pérou ¹
Colombie	Philippines
Corée ¹	Pologne
Cuba	République dominicaine
El Salvador	République slovaque
Honduras	République tchèque
Hongrie	Roumanie
Hong Kong	Singapour
Islande	Suisse
Israël	Thaïlande
Japon	Tunisie
Liechtenstein	Turquie
Malte	Uruguay
Maroc	Zambie

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée, Rép. de, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Macao, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Zimbabwe.

¹Ces membres ont en outre indiqué qu'ils n'appliquaient aucune mesure compensatoire au 31 décembre 1996.